

Cet article propose une lecture des difficultés sociales rencontrées par des apprenants en formation d'alphabétisation au travers du modèle du « donut » de Kate Raworth. Ce dernier revisite l'organisation actuelle du travail et de l'économie et invite à élaborer des propositions sociales permettant de construire un monde plus juste et plus durable...

Comment garantir la dignité à toutes et tous dans un contexte de chômage de masse? *Quelques propositions à partir de trajectoires de personnes précaires en alphabétisation*

Josua Grabener, responsable projet à l'Observatoire de l'analphabétisme en Wallonie

Elisabeth Tichon, éducatrice en orphelinat

à Santa Cruz en Bolivie. Anciens salariés de la Chôm'Hier AID et du CEFIG

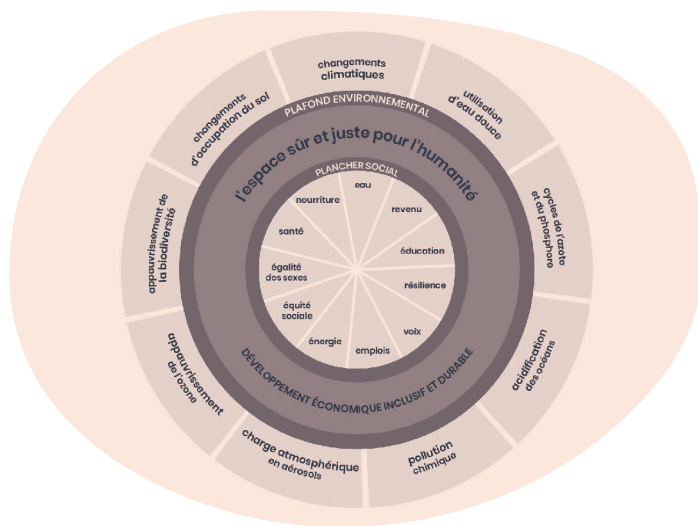
L'accélération de l'effondrement écologique conduit toute personne honnête à admettre les constats des scientifiques spécialistes du climat, de la biodiversité, des « ressources naturelles », etc. A moins donc de se vautrer dans le déni de la catastrophe, une question majeure que tout un chacun doit se poser est celle des futurs désirables, impliquant bien souvent la sortie du capitalisme ou du moins son très fort encadrement. Les propositions

de réformes sont nombreuses et diversifiées, couvrant tout le spectre d'inspiration écologiste et socialiste. Dans le même temps, la force idéologique des partisans de la poursuite des chimères productivistes (croissance infinie, accumulation propriétaire, hubris consumériste) est renforcée par l'appropriation de la question sociale, devenue encore plus aigüe dans le contexte de la pandémie mondiale. Plutôt que d'opposer les structures favorisant la propriété privée lucrative à celles soucieuses d'un bien-être collectif et durable, des milliers de commentateurs bavassent sur la contradiction supposée entre les agendas soucieux de la « fin du monde » (prompts à la régulation et à des règles plus strictes pour protéger les biens communs) et les agendas tournés vers les « fins du mois » qui priorisent la « reprise » afin d'augmenter le « taux d'emploi », quels que soient l'utilité et la qualité desdits emplois. Il s'agit d'une manœuvre démagogique qui consiste à prétendre une unité d'intérêt entre groupes sociaux que pourtant tout oppose, sur le mode rhétorique de la fable du « tous dans le même bateau ».

Sortir de l'impasse politique et limiter l'effondrement écologique implique de prendre cette contradiction supposée entre l'écologique et le social très au sérieux, et chercher des cadres de pensée suffisamment génériques pour penser simultanément les deux impératifs. La croissance infinie du PIB étant insoutenable écologiquement, un financement de la protection sociale exclusivement fondé sur ce paradigme l'est aussi : tant le mouvement social que la recherche ont un rôle central à jouer pour formuler des propositions à la fois socialement justes et écologiquement soutenables¹. L'un de ces cadres est le « modèle du Donut », une modélisation d'organisation socio-économique idéale popularisée par Kate Raworth et qui doit son nom à la double paroi du beignet du même nom².

1 Sandrine ROUSSEAU, Un modèle social robuste face aux contraintes environnementales, in Sinaï A. (dir.), *Gouverner la décroissance : politiques de l'anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2017. Voir aussi : Christian LAVAL et Francis VERGNE, *N'attendons pas la fin du monde*. Alternatives et mouvement social, Syllepses, 2019.

2 Voir : <https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/>



La paroi externe, à la plus grande circonférence, représente les limites écologiques au-delà desquelles notre mode de vie devient insoutenable : le « plafond écologique ». Pour ne plus faire d' « overshoot », des mesures drastiques s'imposent sur une série de postes de consommation : quotas, rationnements, tarifications différenciées, plafonnement de richesses, etc. Par contraste avec l'allocation des ressources sur le seul critère de la capacité monétaire des ménages, cet ensemble de mesures permet de gouverner la pénurie de façon égalitaire, en respectant les promesses libérales sur lesquelles se fondent les sociétés démocratiques. Cette proposition connaît un franc succès à travers le monde car elle est très générique donc malléable aux réalités sociales, économiques, institutionnelles et culturelles de chaque territoire. L'idée n'est pas de créer un énième standard unique à appliquer partout (à l'image du regrettable PIB, qui ne mesure que la quantité de choses vendues dans un territoire, indépendamment de leur utilité et de leur nuisibilité) mais de repartir des « déjà-là » à condition qu'ils partagent la conscience des contraintes physiques et les objectifs qui en découlent. Le principal obstacle à de tels plafonnements écologiques tient au fait qu'ils sont présentés comme « liberticides » par les demi-habiles qui se bercent d'illusions technosolutionnistes et confondent libertés civiles et économiques. Pour eux, renoncer aux week-ends à New York ou Dubaï est comparable à être journaliste en Syrie.

Mais c'est à la paroi interne, qui entoure le creux, que s'intéresse cet article. Elle constitue le « plancher social » en deçà duquel les besoins fondamentaux (logement, santé, éducation, transport local, etc.) des personnes ne sont plus couverts. Or, là encore, du fait du succès des idéologies conservatrices, le plancher social n'est clairement pas assez solide, y compris dans des pays riches comme la Belgique. La pandémie du COVID 19 a aggravé et révélé une série de crises déjà bien documentées depuis longtemps. La crise sanitaire bien sûr, puisque la nécessité du recours au moyen archaïque du confinement est largement le fruit du sous-investissement chronique dans le système de santé publique. La crise économique ensuite, puisque la paralysie générale d'une grande partie des activités productives a d'ores et déjà conduit à une récession comparable selon de nombreux observateurs à celle de 1929. Cette crise économique a des effets sociaux dévastateurs, qu'il est inutile de rappeler ici : explosion du chômage de masse, violence accrue sur le marché de l'emploi, pauvreté, fragilisation accrue des personnes vulnérables et précarisation de catégories jusque-là relativement épargnées, etc.

Un agenda de transformation socialement progressiste et écologiquement soutenable implique non pas une relance du cycle de production excessive et de suraccumulation des richesses au nom de leur éventuelle redistribution par « solidarité », mais une relance du cycle de partage de l'énorme quantité des richesses déjà existantes. Le secteur privé lucratif possède beaucoup d'autres types de capital que les seuls moyens de production concentrant habituellement l'attention des organisations syndicales et expliquant l'essor de formes de travail démocratiques (coopératives de producteurs et/ou d'utilisateurs etc.). Dans de bonnes conditions institutionnelles, toute propriété privée lucrative peut être valorisée grâce aux locataires, clients, utilisateurs, etc. En effet, chaque service surpayé à un propriétaire (un loyer excessif payé à un bailleur, une cotisation excessive payée à une mutuelle de santé privée) est une source de dépense supplémentaire qui condamne le salarié à travailler plus pour gagner plus, donc à surproduire et polluer encore davantage³...

3 Voir : <https://lavamedia.be/fr/la-faill-e-ecologique-du-capitalisme/?fbclid=IwAR38voipK91AG2u4FrWsAKiTGvVGI-Qvdm4qbA9R6yvqkwFYyxXJ7fJQkD0>

Identifier les pistes existantes permettant la réduction des besoins monétaires (encadrement des loyers, réquisition des logements vides ou sous-occupés, socialisation des banques et des mutuelles de santé, etc.) est une voie majeure d'opérationnalisation du « plancher social » dans le modèle dit du « donut ».

Méthodologie : partir de vécus de personnes « éloignées de l'emploi » pour identifier les urgences de démarchandisation

Travaillant tous deux dans le secteur de l'insertion socio-professionnelle, nous échangeons quotidiennement avec les publics durement touchés par le chômage de masse et la précarité. Ces échanges permettent d'ancrer les revendications politiques dans des trajectoires biographiques concrètes. En effet, ces personnes sont tellement « éloignées de l'emploi » qu'une grande partie de leur parcours d'insertion consiste essentiellement à naviguer dans l'immense halo du chômage. La priorité est rarement de réduire le temps de travail, beaucoup plus souvent de faire face aux dépenses trop importantes, bien qu'elles bénéficient de revenus de remplacement et de réductions. La question qui nous a guidés était de comprendre comment les propositions sociales progressistes publicisées pendant la pandémie peuvent aider ces personnes à renforcer leur puissance d'agir, c'est-à-dire leur capacité à faire des choix. Cette interrogation s'inscrit dans un courant de la sociologie pragmatique qui s'attache à identifier les conditions de renforcement des « capacités » des personnes en général et des travailleurs en particulier⁴. Cette présentation nous semble avoir le mérite de permettre au lecteur de prendre conscience des effets de la dépense monétaire sur la liberté réelle des individus, leurs choix et in fine l'organisation sociale.

Une telle approche implique d'organiser l'article autour de quelques figures idéal-typiques de personnes rencontrées, et dont la capacité à faire des choix comme le choix du temps partiel, est notamment limitée par le coût excessif de certains besoins fondamentaux. Trois cas ont été retenus au terme de l'exploration,

4 Bénédicte ZIMMERMAN, Ce que travailler veut dire. Une sociologie des capacités et des parcours professionnels, *Economica*, 2014.

ce ne sont pas forcément les plus représentatifs, mais ils sont particulièrement saillants au point de vue politique. Les questions guidant l'écriture sont les mêmes qui animent les partisans du donut et plus généralement de la décroissance : comment limiter la nécessité de gagner de l'argent et donc potentiellement de faire des métiers pénibles, et/ou inutiles voire nuisibles ? Chaque cas fait l'objet d'une démonstration en deux temps : un exposé de situation réelle et des facteurs de difficultés sociales permettent de rappeler des propositions existantes pour répondre à ce problème. Par respect éthique et légal des données personnelles, tous les parcours retracés ici sont des stylisations de récits entendus. Il s'agit essentiellement de femmes, car ce sont elles qui sont généralement les plus exposées à la pauvreté et dont les besoins exprimés sont absolument incompressibles. Les problèmes causés par la pandémie se sont ajoutés à ceux qu'elles subissaient déjà.

1. Réduire la pauvreté des femmes : les cas de Vanessa et Louana

Vanessa a 32 ans. D'origine péruvienne, elle vit en Belgique depuis 10 ans. A son arrivée, elle a rencontré un homme avec qui elle s'est mariée. Elle a pu reprendre des études d'aide-soignante, une formation qualifiante qui lui faisait espérer trouver rapidement un emploi et une indépendance financière. Malheureusement, dès la fin de ses études, elle se retrouve enceinte et doit donc reporter la recherche d'emploi. Elle s'occupe de son fils durant 2 ans, jusqu'à ce qu'il puisse aller quelques jours par semaine à la crèche et donc lui libérer du temps. Elle obtient rapidement des entretiens d'embauche mais son français est chaque fois jugé insuffisant. Elle suit des cours de FLE mais cela prend beaucoup de temps de faire des progrès. Elle accepte donc un CDD de 6 mois dans une maison de retraite afin d'améliorer ses revenus, mais la fin du contrat coïncide avec son divorce. N'ayant pas presté les 312 jours de travail requis pour pouvoir toucher une allocation de chômage, elle bascule dans la pauvreté. Elle décide de postuler à un nouvel emploi, cette fois dans une société proposant des soins à domicile. Comme il s'agit d'un travail de nuit, le salaire est plus important que dans les emplois classiques (mi-temps, avec des horaires de jour). Cela lui permet de prendre en charge une partie des frais de garde.

Néanmoins, elle devra essayer de trouver un arrangement avec son ex-conjoint pour la garde de l'enfant.

Le cas de Vanessa illustre certains des mécanismes par lesquels des emplois sont choisis par défaut en fonction des situations de vie, une situation particulièrement courante parmi les femmes qui sont surexposées à la pauvreté. Plusieurs épisodes de son parcours renvoient à des problématiques qui ont déjà été soulevées par des associations et collectifs spécialisés. Chaque problème conduit à des solutions pratiques permettant de limiter la dépendance au marché de l'emploi ou aux conjoints :

- l'individualisation des aides sociales, passant notamment par la suppression du statut de cohabitant que revendiquent de nombreuses organisations depuis de nombreuses années⁵ ;
- le développement des services publics de crèche et garde d'enfants, afin de limiter la mise entre parenthèses de la carrière professionnelle que subissent plus souvent les femmes ;
- l'augmentation des bas salaires, notamment dans les métiers du soin (dont on a vu le caractère indispensable pendant la pandémie), afin de permettre aux personnes de choisir un temps partiel si cela correspond mieux à leur situation. Cette forme de reconnaissance serait plus pertinente et concrète que les 3 minutes d'applaudissements par soir observées pendant le confinement⁶ ; elle pourrait de façon plus générale déboucher sur une redéfinition des métiers les plus utiles et méritant le plus de salaire, au-delà des critères imposés par la valorisation du capital⁷.

5 Monique VAN DIEREN, *Suppression du statut de cohabitant : alors on bouge ?* in *Contrastes*, août 2019, <http://www.equipespopulaires.be/analyse/suppression-du-statut-de-cohabitant-alors-on-bouge-aout-2019/>. Voir aussi : <https://www.revuepolitique.be/linjustice-flagrante-du-taux-cohabitant/>

6 Rachel SILVERA, *Revaloriser les métiers à prédominance féminine : c'est le moment !* in *Contretemps*, juillet 2020, <https://www.contretemps.eu/revaloriser-metiers-predominance-feminine-entretien-silvera/?fbclid=IwAR0uTc7s-HXkxZNLy-DSnngghfTWFqXGXIQYND036OCb0QUlyV11MtimRbw.>

7 Maxime HANSEN, Dominique MEDA, *La crise du Covid-19 nous oblige à réévaluer l'utilité sociale des métiers*, in *Pour l'Eco*, 23 avril 2020, https://www.pourleco.com/ca-clashe/debat-des-economistes/dominique-meda-la-crise-du-covid-19-nous-oblige-reevaluer-lutilite?fbclid=IwAR0NoGHPpJLYgtrfmwqEZMiK_onX3e8EuBuHKFXqv8X0xOmmQ7XGmlSg_4Q.

Louana a 50 ans, elle se sent vieille : elle a souvent mal au dos, à cause du stress de son emploi. Elle a aussi des douleurs dans les jambes. Parfois, elle se sent incapable de marcher. Elle voudrait que l'on prenne en considération son mal-être. Mais comme elle a du mal à s'exprimer en français, son discours ne paraît pas toujours cohérent aux yeux de la secrétaire du médecin qui la renvoie donc systématiquement chez elle. D'ailleurs, les médecins consultés ne comprennent pas non plus pourquoi elle se plaint : d'après eux, elle n'a rien. En face de chez Louana se trouve une maison médicale, où elle pourrait sans doute bénéficier d'un suivi plus individualisé. Toutefois, pour des raisons administratives (elle n'est pas en ordre de mutuelle), elle n'y a pas accès. Elle fait donc beaucoup de déplacements entre le médecin généraliste qui doit lui prescrire des rendez-vous avec des spécialistes, la mutuelle, l'administration, le kiné, l'ostéopathe... Parfois, elle finit par ne pas aller au rendez-vous, que ce soit à cause de la douleur, de l'épuisement ou du manque d'argent. Tout cela lui coûte cher malgré les remboursements de la mutuelle : elle doit par exemple avancer des sommes d'argent qui lui semblent considérables pour l'ostéopathe. Bien qu'elle vive seule et que son loyer soit faible, elle est obligée d'accepter toutes les missions d'intérim qui lui sont proposées afin de pourvoir à ses dépenses. C'est un cercle vicieux de fatigue et de frais qui s'alimente l'un l'autre.

Le cas de Louana illustre le sous-financement du système de santé, qui produit comme effets pervers un non-recours aux soins. Augmenter le financement (par une taxation du patrimoine excédentaire) permettrait de :

- réduire drastiquement le principe du tiers payant, simplifier la prise en charge pour les bas revenus ;
- généraliser la médecine préventive et de proximité, et multiplier les maisons médicales⁸;

8 Christophe COCU, Soutenir une sécurité sociale fédérale forte et un système de soins cohérent, Mémorandum 2018-219, Fédération des Maisons médicales, 12 novembre 2018, <https://www.maisonmedicale.org/Soutenir-une-Securite-sociale-federale-forte-et-un-systeme-de-soins-coherent.html>.

- accompagner les publics les plus fragiles dans leurs démarches, que ce soit avec l'aide d'un interprète ou plus généralement de travailleurs sociaux avec qui ils se sentent en confiance;
- renforcer les mécanismes de prévention et de reconnaissance de la pénibilité au travail et des maladies professionnelles, en donnant plus de moyens aux organismes de contrôle et en permettant des départs en retraite anticipés et des réductions de temps de travail ciblées ;
- en dernière analyse, réduire la pression financière sur les fractions les plus fragiles des classes populaires.

2. Encadrer le marché : le cas de Rose

Rose a 40 ans, est au CPAS depuis des années. Elle est arrivée en Belgique il y a 5 ans, avec ses deux filles qui ont 16 et 18 ans. La plus grande ayant trouvé un emploi à temps plein, le CPAS considère qu'elle gagne assez pour tout le ménage ; par conséquent, Rose ne reçoit plus le RIS depuis 6 mois. Or, le loyer est de 900 euros. Il lui faut trouver un emploi, mais dans un contexte de chômage de masse, elle n'a presque aucune chance d'en trouver un, faute de qualifications professionnelles actuellement recherchées. Comment pourrait-il en être autrement ? Issue d'une famille de paysans sahéliens, elle a dû très tôt quitter l'école pour aider ses parents aux champs. Aujourd'hui, si elle arrive à se faire comprendre en français, elle ne sait ni lire ni écrire. Heureusement, elle a pu avoir une place en formation d'alphabétisation. Néanmoins, il lui arrive souvent de ne pas se rendre aux cours dès la fin du mois, car elle a du mal à avancer ses tickets de transport pour se déplacer. Tout dans son quotidien semble compliqué à cause de la barrière de la langue et du manque d'argent : comprendre le fonctionnement du CPAS, chercher un emploi (et prouver qu'elle le fait), se repérer dans les innombrables démarches pour avoir un logement et des soins de santé... elle se sent souvent engluée dans les démarches administratives.

On peut voir la situation de Rose de deux manières différentes. Soit en considérant qu'elle est une victime collatérale de l'avènement de la « société de la connaissance » et qu'à force de stages de formation et de privations, elle finira par quitter le

stock de travailleurs « non qualifiés », donc pauvres, pour devenir, enfin, « employable ». Mais cette approche scolaire, élitiste, technocratique et, à bien des égards, réactionnaire des problèmes sociaux a prouvé ses nombreuses limites. La limite principale de cette approche est de considérer que la réponse à cette détresse du chômage est nécessairement individuelle, alors qu'elle devrait être *structurelle*. A rebours de cette lecture naïve et culpabilisante de la situation de Rose, il est possible de l'interpréter comme étant le produit de décisions politico-administratives *réversibles*. Listons en quelques-unes :

- la suppression du statut de cohabitant, dont il a déjà été question précédemment ;
- la gratuité des transports en commun, une mesure d'intérêt social et écologique évident. Cela peut notamment être financé en supprimant les généreuses subventions publiques aux voitures de société qui pourtant contribuent à la dégradation des infrastructures routières et polluent⁹ ;
- la baisse des loyers, tant par l'encadrement des loyers que par la réquisition des logements vides, la légalisation des occupations, la construction massive de logements sociaux, l'interdiction des plus-value immobilières¹⁰ ou le soutien accru à des associations comme le Community Land Trust¹¹ ;
- le renforcement de la tarification progressive des services fondamentaux (eau et énergie, notamment). Grâce à la gratuité des premiers mètres cubes et des premiers kWh, Rose bénéficierait de garanties pour sa dignité : cuisiner, se laver, etc. A l'inverse, l'eau utilisée pour des usages superflus (laver la voiture, jouer au golf, remplir sa piscine individuelle, etc.)

9 Quentin LOTIN, Gratuité des bus : pourquoi les politiciens belges devraient s'inspirer de Dunkerke, in *Solidaire*, 9 janvier 2020, <https://www.solidaire.org/articles/gratuite-des-bus-pourquoi-les-politiciens-belges-devraient-s-inspirer-de-dunkerke>.

10 Pour voir davantage de propositions et de victoires sur le front du droit au logement en Belgique, voir notamment les campagnes du Réseau bruxellois pour le droit à l'habitat (RBDH) : <http://www.rbdh-bbrow.be/?lang=fr>

11 Voir : <https://www.cltb.be/a-propos/>

coûte beaucoup plus cher au m³, ce qui permet de maintenir un équilibre financier pour les services de distribution d'eau¹² ;

- l'instauration d'une sécurité sociale alimentaire, permettant à toutes les personnes à faibles revenus de bénéficier d'un panier alimentaire d'une valeur de 150€¹³ ;
- la suppression des pressions à l'activation qui pèsent sur les allocataires sociaux¹⁴.

Conclusion

En entendant les difficultés de ces femmes, surexposées aux violences économiques et sociales, plusieurs réponses sont possibles : le pur pathos, le fétichisme de la formation (voir les problèmes sociaux comme des problèmes scolaires), ou la transformation sociale. Ces trois femmes subissent de plein fouet les conséquences de la concentration du patrimoine en Belgique. Par exemple, « *la part des 10% des ménages les plus opulents est restée stable à 43-44% du patrimoine net global des ménages belges, tout comme celle des 5% les plus prospères à 30-31% et celle du pourcent le plus riche à 12%*¹⁵ ». Par ailleurs, Antoine Dedry a fait une étude sur la part de l'héritage dans le patrimoine total belge¹⁶, à la façon de Thomas Piketty. Les résultats sont édifiants. 75 à 80% du patrimoine total est directement hérité, il n'y a donc aucun « mérite » - l'argument du « mérite » et de la nécessaire récompense

12 Voir : <https://www.luttepauvrete.be/publication/du-service/notes-et-livres-du-service/>

13 CONFEDERATION PAYSANNE, 13 doléances Pour l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité, produite par des paysannes et paysans qui vivent de leur travail et pratiquent une agriculture paysanne, 2016, http://www.confederationpaysanne.fr/gen_article.php?id=5455&PHPSESSID=a1499b6e13e.

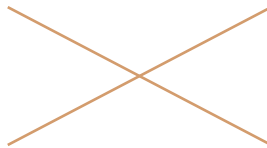
14 Martine VANDEMEULEBROECKE, PIIS pour tous : le scénario du pire ? in *Alter : échos*, n°422, Mai 2016, <https://www.alterechos.be/piis-pour-tous-le-scenario-du-pire/>.

15 Philippe DU CAJU, La répartition du patrimoine en Belgique : premiers résultats de la deuxième vague de la Household Finance and Consumption Survey (HFCS), in *Revue Economique de la Banque Nationale de Belgique*, Septembre 2016, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2016/revécoii2016.pdf>.

16 Antoine DEDRY, Richesse et héritage en Belgique, CREPP Working Papers, Université de Liège, 2014, <http://www.crepp.ulg.ac.be/papers.html>.

des capitalistes « preneurs de risque »¹⁷ étant habituellement invoqués par les conservateurs pour défendre la concentration des richesses et la distribution inégale des sacrifices consentis pour la transition écologique.

Dans l’immédiat, il nous a semblé essentiel de nous concentrer sur les points les plus urgents, sur les profils les plus exposés aux problèmes que génère l’organisation actuelle du travail et de l’économie, notamment la culpabilisation paternaliste des non-héritiers ayant droit à des aides sociales. Mais les propositions de réformes ont bien sûr vocation à déborder le strict cadre des publics initialement visés. Raisonner en termes de « plancher social » est en effet une formidable opportunité de publicisation des différents *scenarii* de progrès social actuellement proposés. Cet article était ainsi l’occasion de contribuer à une cartographie des instruments d’action publique (normes, régulations, incitations...) qui renforcent la propriété sociale et les services publics, concourent ce faisant à réduire les dépenses contraintes et in fine la dépendance au marché de l’emploi. Autrement dit, partir des « marges » de la société (les personnes les plus précaires et les plus invisibilisées) permet d’envisager des futurs désirables à cette même société : écologiquement soutenable et socialement progressiste.



17 Taxer le patrimoine ne tuerait pas l’esprit d’entreprise, Interview avec Thomas Piketty, in *L’Écho*, 31 octobre 2014, https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/taxer-le-patrimoine-ne-tuerait-pas-l-esprit-d-entreprise/9562384.html?fbclid=IwAR2G4KSRzSeClx94dVXjiPEQfJQmipzxExJVecVXilTvq-kZLKZp_phWrql.